

ÉDITORIAL

JEAN-MARIE LEGAY

Sur le principe de précaution

Le principe de précaution, auquel notre association *Natures, Sciences, Sociétés*, a consacré un Colloque (décembre 1994), fait l'objet dans un récent numéro (77, de mars 1996) du périodique *Sources* de l'UNESCO d'une brève chronique à la "une".

René Lefort (qui est d'ailleurs le responsable de la publication) se plaint du peu de succès d'application de ce principe, et il en cherche les causes. Il dit qu'« on peut, à juste titre, incriminer la toute-puissance du système marchand, les échéances électorales qui bornent l'horizon des dirigeants, ou la fragmentation politique du *village planétaire* ». Mais il ajoute – ce qui mérite d'être mis en discussion : « ne faut-il pas aussi incriminer le pouvoir exorbitant dont la science est chargée, qui conduit à faire le pari qu'elle pourra résoudre des problèmes qu'elle a si largement alimentés ? » S'interroger sur ce pari est une question très pertinente.

Il est parfaitement exact que le scientisme qui a accompagné le développement du capitalisme industriel à la fin du siècle dernier était passible de cette assertion. Il est non moins vrai que, beaucoup plus tard, de grands travaux d'aménagement (vallée du Tennessee, barrage d'Assouan, mer d'Aral...), quels que soient les régimes économiques concernés, ont été fort mal venus. En ajoutant cependant, puisqu'avec ces exemples je viens de mélanger science, technique et politique, que les scientifiques ne sont jamais

les décideurs ; mais ils sont souvent amenés à jouer le rôle d'experts et peuvent être conduits dans cette fonction-là à être de mauvais conseillers. Il est tellement plus agréable d'exprimer une opinion qui fait plaisir au pouvoir politique en place !

Mais le plus important n'est pas circonstanciel. Il semble bien que la communauté scientifique est en train de se fissurer et de se séparer sur deux positions de principe.

Les uns disent : « on peut faire ce qu'on veut : s'il y a des dégâts, on réparera après ». On trouve plus souvent des adeptes de ce principe chez des physiciens, purs et durs, formés à l'école de la philosophie des certitudes ; mais aussi chez des technocrates divers qui craignent que toute mise en examen des conséquences soit un frein pour la Science ; et enfin des commerçants qui se disent, en bref, que polluer et dépolluer, c'est toujours travailler.

Les autres affirment : « il n'est plus sûr qu'on puisse réparer, étant donné l'ampleur et la puissance des interventions humaines ». Il faut donc réfléchir *avant*, ce qui conduit précisément, entre autres, au principe de précaution. Les biologistes, les agronomes, les médecins se rattachent plus volontiers à ce courant de pensée.

La rupture me paraît suffisamment marquée aujourd'hui pour qu'on en parle. L'inégalité concrète qu'elle implique y encourage aussi. Car la première position est la plus facile, mais aussi la plus attrayante ; elle

ne s'embarrasse ni de calculs de prévision, ni de soucis pluridisciplinaires. Un jeune chercheur ambitieux ne serait-il pas tenté de foncer sans état d'âme. La seconde position est plus difficile, plus ingrate, plus complexe, plus lente dans ses conséquences. Elle peut même être taxée de conservatisme latent.

Ce que je veux dire à René Lefort et à nos lecteurs, c'est que la science, de façon anonyme, n'est "chargée" de rien. Elle n'est jamais qu'un corps de connaissances en perpétuelle évolution. Mais les hommes de science, qui ont à agir face aux responsabilités évoquées plus haut, se distribuent en deux clans opposés. Il s'agit peut-être là de la première crise de fond concernant la politique scientifique.

Dans le passé, les craintes parfois très vivement exprimées concernant l'usage du chemin de fer ou de l'aviation ne visaient que des accidents locaux, sans conséquences au-delà des acteurs. Aujourd'hui, l'urbanisation galopante et la surcharge du marché de certains emplois, la course à l'énergie nucléaire et la non-résolution du problème des déchets nucléaires, etc., ne touchent pas quelques personnes et quelques instants de l'actualité. C'est la Terre toute entière qui est en cause et notre environnement marqué pour des siècles.

Ce que je veux dire face à la désinvolture de certains, c'est : Qui corrigera ? Quand ? Comment ? ■